



## Conclusions de la 85<sup>e</sup> session des Semaines sociales de France, « Migrants, un avenir à construire ensemble »

**JEROME VIGNON**

Au démarrage de notre rencontre, j'avais évoqué ce travail de discernement que nous allions conduire. Je préférerais maintenant le mot de conversion. Nous avons été par moment si fortement déplacés de nos *a priori*, de nos schémas, de nos préjugés que l'on peut parler de conversion, au moins d'une conversion du regard.

Ce déplacement est d'abord l'effet de la parole et du témoignage des migrants eux-mêmes. Presque tout était dit dans les paroles de Lamartine, Zarianta, Yang, Hamid. En nous révélant leurs parcours parfois incroyables, cette soif d'appartenir à notre société sans pour autant renier leur culture, ils nous ont révélés à nous-mêmes. Comme l'a suggéré Tzvetan TODOROV (en évoquant le travail qu'accomplit une lecture de l'histoire avec le regard des autres), ils nous ont enrichis : non seulement par ce qu'ils nous disaient d'eux-mêmes, mais parce qu'en nous dépouillant de nos préjugés, ils nous rattachaient au plus riche, au plus profond de nos valeurs."

Ce déplacement s'est opéré aussi par le travail des sciences sociales, de la rigueur qu'elles mettent à définir les termes d'étrangers et de migrants, d'immigration et d'intégration, d'identité civique et d'appartenance culturelle. Il faut ce travail de la pensée pour aussi ne pas être prisonnier des amalgames et des pièges qui nous enferment.

### **Situer l'immigration dans le temps long**

Changer de regard sur l'immigration, c'est d'abord la situer dans le long terme. L'immigration en France, nous a dit François HERAN, avec des graphiques qui resteront dans les annales des Semaines sociales de France, c'est une infusion lente, mais régulière et très ancienne. À la longue, elle transforme et consolide notre société de manière profonde, et pourtant nous la regardons comme figée et vulnérable. Ne nous laissons pas enfermer dans l'actualité. Une vue de plus long terme de l'immigration nous aide à vivre le présent comme une promesse d'un meilleur futur.

Une vue longue nous aide à ne pas nous focaliser sur la France. En réalité, la France n'est pas seule face à la misère du monde. Non seulement elle participe avec les autres Européens d'un vaste mouvement d'échanges de populations avec les pays du sud ; mais plus largement, France et Europe s'inscrivent dans un processus mondial de mobilité. Loin de s'apparenter à une nouvelle invasion, il prépare la voie à un rattrapage du développement des pays du sud, y compris l'Afrique, comme vient de nous le montrer Jean-Michel SEVERINO. Cette circulation migratoire constitue une des clefs d'un vivre ensemble à

l'échelle mondiale que nous n'anticipons pas assez, tant nous sommes encore marqués par la vision immuable d'un Nord dynamique et d'un sud atone. Cela n'est plus vrai et le sera de moins en moins, y compris pour l'Afrique.

Ces Maliens, ces Comoriens, mais aussi ces Philippins, ces Vietnamiens, sont appelés à une telle mobilité. Ils pourraient, de retour dans leur pays, ou demain Français naturalisés et expatriés dans leur culture d'origine, devenir les ambassadeurs les plus convaincants d'une manière de vivre démocratique française. Ne perdons pas de vue ce qui a pu faire dire à Goethe que « Tout homme a deux patries, la sienne et puis la France ». Cela vaut donc la peine, oui, de créer avec eux un climat de confiance qui facilite cette mobilité. Au lieu d'être le fardeau que certains ressentent, ces jeunes, devenus adultes, pourraient être une clef essentielle de notre ouverture au monde. Hamid, le Marocain d'Ardèche, n'était-il pas devenu en Suède un Français par excellence?

Autrement dit, il ne faut pas seulement réfléchir à l'avenir des migrants dans notre pays, mais à l'avenir de notre pays avec ses migrants, dans le monde de demain, un monde marqué très probablement par l'accroissement des mobilités et des échanges, et par l'importance « d'appartenances ouvertes », fondées sur une culture propre et accueillante à une culture étrangère.

Une autre vue de long terme constructive concerne les flux migratoires. Même si notre démographie est parmi les plus dynamiques, nous partageons à moyen terme le sort commun des Européens : un flux net migratoire, cette lente infusion dont parle François HERAN nous sera nécessaire pour l'ajustement de notre marché du travail, y compris pour des emplois de service initialement peu qualifiés. Réciproquement, même dans une phase de décollage, même si dans une perspective globale de justice l'enjeu humaniste est de permettre d'abord à chacun de vivre et travailler au pays, les pays du Sud ont besoin d'émigrations. Si telle est la situation, notre intérêt à long terme est de conduire ensemble, avec les pays du sud cette perspective. Le cadre européen, pour de nombreuses raisons institutionnelles et géographiques, est celui qui nous permet de la mettre en pratique. En refusant d'utiliser pleinement ce cadre, en laissant chaque pays décider sans concertation et sans vue à long terme de ses propres flux, nous créons, comme c'est le cas aujourd'hui entre Européens une concurrence vers le bas, ainsi que l'a rappelé Yannick Blanc ce matin : c'est à qui s'efforcera d'afficher la politique la plus restrictive pour repousser les « mauvais migrants » vers les autres, pour ne garder que les meilleurs chez soi. Cette attitude d'effet d'annonce compétitive destinée aux réseaux de passeurs et aux filières, est inhumaine et contre-productive.

Elle est inhumaine. Certaines dispositions de la loi qui portait le nom du ministre BESSON franchissent, comment ne pas le reconnaître, la ligne rouge du respect des principes fondamentaux de la dignité des personnes : notamment parce qu'elles diminuent le soutien ou les garanties d'une procédure équitable pour l'application du droit d'asile, parce qu'elles retardent ou limitent l'intervention du juge des libertés à l'égard des personnes privées de liberté, parce qu'elles confondent l'aide humanitaire aux personnes en difficulté et l'activité délictueuse des passeurs. Les Eglises et le monde associatif ne peuvent faire autrement que de le rappeler. Le faire, comme l'ont fait avec des mots justes et modérés, les Evêques de la Commission pour la mission universelle de l'Eglise, comme l'ont fait aussi les représentants

des Eglises protestantes et orthodoxes en septembre dernier, constitue en vérité une sorte de rappel aux valeurs profondes sur lesquelles l'unité nationale a été fondée.

*J'appelle notre Ministre de l'intérieur et les sénateurs qui débattent de ce projet, non à revenir sur la loi elle-même, nécessitée par une coordination européenne justement, mais à éliminer les dispositions qui comportent à l'évidence un risque grave pour la protection des droits des migrants les plus vulnérables. Dans le même temps, reconnaissant pleinement la nécessité d'une régulation des flux migratoires proportionnée à notre croissance économique et à nos capacités comme aux besoins des pays du sud, je les invite à mesurer tous les avantages qui pourraient résulter tant pour la France que pour ses partenaires d'Europe et du Sud, de la conduite d'une politique de régulation beaucoup mieux coordonnée, où l'on ne se concerterait pas seulement sur les contrôles, mais aussi sur les objectifs de régularisation, en usant de permis de séjours de longue durée. Pourquoi ne pas faire de la stratégie Europe 2020 et de l'Union de l'Europe pour la Méditerranée un exemple d'une telle coopération?*

### **Le long terme, c'est aussi l'intégration**

Notre travail, conduit sous le regard des jeunes Européens qui nous ont accompagné, instruit aussi par la présence de témoins allemands, italien, hongrois, ayant participé à nos débats, nous invite à ne pas rougir des spécificités de l'intégration à la française qui insiste sur l'égalité des droits, respecte les convictions religieuses et cherche à promouvoir la participation de tous à la société.

Pourtant, ce processus d'intégration, reprenant ici l'expression de Dominique SCHNAPPER, pour ne pas le confondre avec les politiques d'intégration, est à la peine. Pour reprendre aussi sa terminologie, les difficultés rencontrées pour tendre vers une réelle égalité de chances sont structurelles. Elles apparaissent sur le terrain social, dans des inégalités de fait, pénalisantes pour les migrants et leurs descendants sur le terrain de l'urbanisme, de l'accès au travail et de l'éducation. Permettez-moi d'insister ce soir surtout sur l'urbanisme et sur le marché du travail, puisque la responsabilité de la société civile, dont nous sommes, s'y trouve directement engagée.

1 La question de la ségrégation territoriale et urbaine. Nous avons mesuré l'an passé, à Villepinte, combien il était injuste, insoutenable dans la durée, de laisser à quelques villes et à quelques départements la tâche principale du logement social, celui qui est de fait accessible aux migrants à l'intégration. Nous ne pouvons comme citoyens, adhérents à la vision d'une réelle égalité des chances, accepter que les dispositions, telles celles de la loi SRU qui recherchent justement une mixité sociale territoriale, ne soient pas appliquées. *Nous ne sommes pas solidaires de ceux qui réclament que les constructions sociales soient rejetées hors de leur quartier. Nous demandons l'application effective de l'article 55 de la Loi SRU, la mise en place de sanctions financières réellement incitatives et surtout l'application de ces sanctions.*

2 En second lieu, c'est une responsabilité directe des chefs d'entreprise, des DRH et plus généralement de l'encadrement des entreprises, grandes, petits et moyennes de mener une action volontaire d'accueil de la diversité. *N'ayons pas peur, au besoin de la discrimination positive. Poursuivons par la formation en entreprise, le travail pionnier remarquable*

*accompli par les écoles de la deuxième chance. Soyons attentifs à équiper les jeunes issus de l'immigration des codes et savoirs faire sociaux qui leur permettront de progresser, ce qui implique de développer bien davantage l'enseignement en alternance.*

*S'agissant du recrutement, suivons l'exemple de la Poste et usons de la méthode des CV anonymes, non comme un mode alternatif de présélection, mais comme un test salutaire à utiliser de loin en loin pour vérifier l'impartialité de nos procédures. Si l'égalité des chances face à l'embauche et au développement des carrières est cet élément clef par lequel les jeunes de culture musulmane questionnent l'authenticité de notre république au risque, déçus, de surinvestir leur religion, alors, donnons nous les moyens de mesurer les progrès réels d'un marché du travail moins inégalitaire. Anousheh KARVAR nous y invitait: cessons de nous cacher derrière le spectre de Vichy. Ayons le courage d'inventer un autre avenir. Il me semble que nous aurions plus à gagner qu'à perdre à faire la vérité sur l'ethnicité française, s'agissant au moins du fonctionnement du marché du travail, en nous engageant avec l'aide d'institution reconnues pour leur indépendance, l'INSEE, l'INED, dans un processus d'évaluation des inégalités de fait. En révélant notre diversité, ils encourageraient notre volonté de la vivre sur le mode de l'égalité des chances et de l'adhésion à un corpus commun de valeurs.*

Mais il y a plus encore, puisque nous sommes sur le terrain majeur de l'entreprise, ce lieu où par excellence s'accomplit la socialisation, le partage d'un projet. Rappelons nous des propos si décoiffant de Dounia BOUZAR. C'est aussi dans l'entreprise, dans les services publics, pas seulement à l'école que nous devrions chercher à placer "ce juste curseur", entre ce qui est respect de la liberté de conscience religieuse, qui implique des aménagements dans les repas, par exemple du poisson alternativement à la viande, et ce qui comporte un risque d'instrumentalisation de la religion. C'est à ce prix que nous pourrions encourager un Islam français, fermement adossé à la laïcité, un Islam où l'on peut dire "je" et relire la tradition pour la libérer des scories d'un passé révolu. *Pourquoi les Semaines sociales de France, de concert avec le MCC, les EDC, là où sont les pépinières de DRH, ne s'engageraient-ils pas dans une recherche des bonnes pratiques d'inculturation de l'Islam, fondées sur les formes d'inculturation, dans le monde du travail des religions juives et chrétienne? Pas facile certes, mais vu l'enjeu, cela vaut la peine de se poser au moins la question.*

### **Donner toute sa chance à un Islam français**

Si j'évoque avec insistance Dounia BOUZAR, c'est parce qu'avec son intervention, notre session a atteint un point essentiel, difficile, mais crucial. Il dépend en partie de nous que la pratique musulmane dans notre pays s'inscrive pleinement dans la culture française, s'adosse en effet à la laïcité pour accomplir le trajet que Chrétiens, nous avons mis aussi du temps à parcourir, pour atteindre une authentique autonomie du politique à l'égard du religieux. Cette volonté existe clairement chez ces jeunes de culture musulmane "qui vont bien". Mais qu'en sera-t-il des autres, si nous persistions à ne voir dans l'Islam que le risque de l'islamisme, et dans la pratique musulmane une étrangeté irréductible à notre culture ? C'est ici que les Chrétiens voient leur conviction mise à l'épreuve. Car le fait qu'il n'y ait plus selon Saint Paul, « ni juif, ni grecs, mais que nous soyons tous devenus frères dans le Christ », ne signifie pas que nous devons perdre toute affiliation culturelle, ni toute affiliation nationale. Cela signifie que ces affiliations ne sont pas ou ne sont plus un obstacle

à l'ouverture aux autres cultures ; elles sont une base à partir de laquelle il est possible d'accueillir et de s'ouvrir aux autres cultures, ce qui est tout différent.

Il faut une base qui nourrisse la confiance en soi, pour pouvoir s'ouvrir à d'autres. Comment ne pas se souvenir des inquiétudes manifestées aussi bien par Tzvetan TODOROV que par Dominique SCHNAPPER quant au risque de déculturation, au risque de désaffiliation et d'exclusion sociale qui pèse particulièrement sur les plus faibles et les migrants dans un climat où l'éducation renonce à afficher ou à transmettre de clairs repères moraux et où chacun est invité à se faire l'inventeur de soi, au mépris de toute relation durable et de toute altérité? Lorsque les Eglises affirment qu'un homme n'est pas une femme, qu'un père n'est pas une mère, qu'un mariage homosexuel n'est pas un mariage, que la responsabilité parentale ne peut être dissocié de l'engendrement et de la filiation, elles ne prêchent pas pour leur paroisse, mais pour la cohésion de la société tout entière. *La société civile et les Eglises chrétiennes en particulier doivent être impliquées dans la mise en œuvre active, dans la réussite de cette évolution supplémentaire du modèle d'intégration à la française, qui est encore devant nous. Elle ne concerne pas seulement l'intégration des migrants, mais l'aptitude générale de la société à maintenir sa cohérence et sa cohésion.*

### **Eglises et religions doivent prendre toute leur part au succès de l'intégration à la française**

Très présentes, à juste titre, sur le terrain de l'hospitalité et de l'accueil, les Eglises chrétiennes en France et en Europe, les associations caritatives qui œuvrent auprès des immigrants au quotidien tirent de cette expérience, si bien illustrée hier par Jean-Arnold de Clermont, avant moi par Patrick Peugeot, des messages forts concernant l'application des politiques d'immigration. Elles s'expriment moins, alors que pourtant elles agissent aussi sur le plan de l'intégration, du vivre ensemble. *Leur contribution au processus d'intégration doit devenir plus visible.*

Pour cela, il faudrait d'abord qu'existe en France un lieu et un moment où se rassemblent toutes les forces vives qui œuvrent au processus d'intégration. *Comme c'est le cas en Allemagne, nous devrions régulièrement, à l'invitation d'un ministre de l'intégration à forte vocation sociale, réunir dans une **conférence nationale du vivre ensemble**, entreprises, éducation, organismes de logement et d'aménagement, et les représentants des Eglises et religions pour faire le point des avancées et des difficultés de l'intégration culturelle et structurelle. Dans un tel cadre pourrait être impulsé le travail de croisement des mémoires entre anciens colonisateurs et anciens colonisés. Pourquoi, à l'occasion de la fête du 11 novembre, ne pas engager cette relecture commune, pour que chacun entende de l'autre, sa part d'une vérité commune et blessée? On amplifierait ainsi le remarquable travail accompli par la Cité historique de l'immigration.*

*Dans une telle conférence nationale, les Eglises et religions, englobant ainsi juifs et musulmans, pourraient rendre compte d'un travail qui leur revient en propre, celui du dialogue interreligieux, antidote précieux contre tous les fondamentalismes d'où qu'ils*

*soient. Ce dialogue, loin de l'abstraction, prendrait en compte les réalités sociales de chaque grande ville. A travers leurs réseaux, leur capacité de rencontre et d'accueil, les Eglises sont elles-mêmes des laboratoires d'un dialogue des cultures. Les Semaines sociales avaient fait en 2008 la suggestion d'encourager dans chaque grande ville la constitution de comité interreligieux, voire inter-convictionnels de la fraternité, ayant une qualité consultative sur des sujets concrets intéressant la cité. Je la renouvelle. Comme je renouvelle notre demande que soit réellement mise en œuvre, dans le cadre de l'instruction civique, l'enseignement du fait religieux, indispensable outil pour connaître et pratiquer la laïcité.*

Chers amis,

Nous comprenons sans doute mieux ce titre énigmatique et pour certains exagérément optimiste: "Migrants, un avenir à construire ensemble". Non seulement il s'agit de regarder l'avenir à long terme, mais d'inventer, migrants et citoyens du pays d'installation, une culture commune, peut être enfin, cette culture de la fraternité, qu'évoque Benoît XVI dans sa lettre pastorale pour la journée des migrants: « La fraternité humaine est l'expérience, parfois surprenante, d'une relation qui rapproche, d'un lien profond avec l'autre, différent de moi, fondé sur le simple fait d'être des hommes ».

La vie démocratique est-elle encore capable d'une telle vision à long terme ? Peut-elle encore relier les citoyens autour d'un projet qui englobe l'école, le marché du travail, la mixité territoriale ? C'est cette vaste question du renouveau de notre démocratie que nous aborderons lors de la prochaine session des Semaines sociales de France en 2011 et pour laquelle je vous donne rendez vous.

Un mot final sur cette session. Beaucoup d'entre vous m'ont fait part au hasard des rencontres, de leur satisfaction. Bien sûr, nous avons connu quelques couacs, mais le déroulement et la participation étaient à la hauteur de l'enjeu. Si cela a été possible, nous le devons à l'équipe de préparation, à Christian Mellon, Jean-Pierre Rosa, Elena Lasida, Laurent Giovannoni, Céline Dumont. Je les remercie très chaleureusement en votre nom, comme je remercie l'équipe magnifique des bénévoles, le personnel du Parc floral, les fines fourchettes des cuisines du monde et tous nos amis européens et migrants.